

ARRÊTÉ N° 2022/684D

DOMAINE : VOIRIE

OBJET : LIMITES D'AGGLOMERATION DE LA VILLE DE PANTIN

Le Maire de Pantin

Vu les Articles L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2, L.2521-1 et L.2521-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article R 610 -5 du Code Pénal,
Vu le Code de la Route et notamment les articles R 110-1 à 110-3,
Vu l'article R 411-2 précisant que les limites d'agglomérations sont fixées par arrêté du Maire,
Vu la loi modifiée 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982,
Sur la proposition de la Directrice Générale Adjointe des Services chargée du Département Patrimoine Bâti et Cadre de Vie,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{er} : Les limites d'agglomération de la Ville de Pantin correspondent aux limites d'administratives de la Commune.

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire, conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation – livre 1 – 5^{ème} partie – signalisation d'indication, sera mise en place par la Ville de Pantin.

ARTICLE 3 : M. le Directeur Général des Services et les agents communaux assermentés placés sous son autorité, Mme la Commissaire de Police et les agents sous ses ordres, M. le chef de la Police Municipale et les agents placés sous ses ordres seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions habituelles.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai imparti de 2 mois à compter de la publication, conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de Justice Administrative. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait à Pantin, le 21 novembre 2022



Bertrand KERN
Maire
Conseiller Métropolitain

Transmis en Préfecture
de Seine-Saint-Denis le : 29.11.2022
Publié le : 29.11.2022